



## Jeunesse : en finir avec l'hypocrisie française

L'hypocrisie de notre pays face aux jeunes est une insulte aux valeurs républicaines. Elle explique la montée de leur exaspération et augure mal de l'avenir. Par Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.



« *La jeunesse n'est qu'un mot* », écrivait le sociologue Pierre Bourdieu en 1978 [1]. La grande majorité des commentateurs considère que parler « des jeunes » va de soi, alors qu'il n'en est rien. Les jeunes ne forment pas un groupe unifié avec des pratiques et des valeurs communes. L'élévation des niveaux de vie et du niveau d'éducation ont brouillé les pistes. « *Si le cadre est commun à tous, les jeunes sont loin d'être tous logés à la même enseigne* », écrivent les sociologues Christian Baudelot et Roger Establet [2].

Entre l'intérimaire du bâtiment et l'élève d'une grande école élitiste dont les parents financent les études, les modes de vie et les préoccupations des jeunes n'ont rien à voir. Les pratiques culturelles sont trompeuses pour le monde des adultes qui y voit de l'uniformité alors que, des vêtements aux goûts musicaux, en passant par le langage ou les loisirs, les milieux sociaux se distinguent clairement aussi chez les jeunes. Tout en refusant le misérabilisme ambiant, il faut se rendre compte de ce qu'est la vie quotidienne de centaines de milliers de jeunes en « galère ».

La jeunesse partage cependant des éléments en commun : elle est plus réceptive aux nouveautés, aux nouvelles technologies par exemple. Elle est aussi beaucoup plus souvent marquée par le chômage et la précarité, et les jeunes dans leur ensemble subissent massivement la hausse du prix des logements. Mais ce serait un profond contresens de ne pas observer ce qui fracture cette jeunesse. De l'école à l'emploi, en passant par la santé, les loisirs ou le logement, les jeunes subissent des difficultés ou bénéficient d'avantages liés à leur milieu social.

Pour la jeunesse d'aujourd'hui, c'est moins la situation sociale et économique qui cristallise les tensions que le décalage qui existe entre les discours et les actes de nos dirigeants, comme souvent dans notre pays. Les institutions ne cessent de clamer la nécessité d'aller vers plus d'égalité, de se pencher sur l'avenir de la jeunesse. En pratique, on s'apitoie sur les « enfants pauvres », mais les politiques ne suivent pas pour les jeunes adultes.



[Visualiser l'article](#)

Pour deux raisons. La première, c'est que les politiques publiques destinées à favoriser le sort des jeunes ne sont pas à la hauteur, loin s'en faut. Du côté des minima sociaux, il aura fallu attendre trente ans après la création du revenu minimum d'insertion pour envisager d'accorder (peut-être, un jour...), sans condition autre que de ressources, ce minimum aux moins de 25 ans. Aucune raison ne justifie de séparer l'âge de la majorité politique de celui de la majorité économique. Si l'on refuse le RSA aux 18-25 ans, alors, pour être cohérent avec cette infantilisation, repoussons le droit de vote ! Les jeunes n'ont aucune raison de voter pour des partis qui ne les considèrent pas entièrement comme majeurs. Bien sûr, il faut d'abord des politiques d'emploi pour améliorer la situation des jeunes, mais cela n'autorise pas à abandonner ainsi la jeunesse, contrainte parfois d'être hébergée par des amis, de retourner chez ses parents ou de vivre à la rue.

La seconde raison est liée à l'analyse de leurs difficultés : la lutte contre la précarité des jeunes nécessite la mise en place de politiques sociales générales, dans les domaines de la santé, de la culture, des transports en commun, etc. Pas spécialement de politiques destinées aux jeunes adultes. Et ces politiques sociales ne sont plus au rendez-vous. Prenons deux exemples. Les différentes majorités ont abandonné les mesures en matière de logement qui avaient été amorcées sous la houlette de Jean-Louis Borloo, alors ministre délégué à la Ville, au profit d'instruments fiscaux qui ne profitent qu'aux héritiers des couches aisées. Le gouvernement d'Édouard Philippe diminue les allocations logement, grignotées par l'inflation. La prise en compte de l'ensemble de la carrière dans le calcul de la pension finale, prévue dans la prochaine réforme des retraites, va peser très lourdement sur les jeunes les moins diplômés qui mettent des années à s'insérer. On se moque des jeunes des milieux modestes. Les lobbys des promoteurs immobiliers ont bien plus de poids politique que les titulaires d'un CAP.

L'abandon de la réforme de l'école, sous la pression des milieux surdiplômés (tant de droite que de gauche), va dans le même sens. Depuis les années 1970, l'école a été massifiée sans être modernisée. Frénésie de notation, académisme scolaire, classes surchargées, domination de la filière scientifique, inégalités massives de financement des filières de l'enseignement supérieur : sur l'essentiel, rien n'a changé. C'est pourtant là que se jouent les « inégalités de destin » aujourd'hui à la mode... dans les discours.

Sans exagérer le phénomène (non, l'école n'amplifie pas les inégalités), la plupart des enquêtes montrent que l'école française chouchoute les enfants d'une minorité diplômée et que « l'égalité des chances » est une vaste hypocrisie. Une bourgeoisie – souvent de gauche –, bardée de titres scolaires (tout en s'insurgeant parfois du niveau de vie des super-riches), défend bec et ongles ses privilèges sous couvert de méritocratie et d'« élitisme républicain », lequel n'est autre qu'un élitisme social déguisé. Aucun élu n'a le courage politique d'affronter sérieusement ce lobby, influent médiatiquement et obsédé par la place du latin et les méthodes de lecture. Le dédoublement des classes de CP puis des CE1 dans les écoles des territoires de l'éducation prioritaire, qui ne concerne qu'un dixième des enfants de ce niveau, est un alibi pour masquer l'absence de projet de démocratisation.

L'hypocrisie de notre pays face à ses jeunes insulte nos valeurs républicaines. Les élites françaises méprisent très largement les jeunes de milieu populaire qui échouent à suivre le train de l'école. Cette violence explique leur exaspération, bien au-delà des quartiers les plus défavorisés, où la tension existe depuis longtemps. Elle est une raison, pour certains, de leur attirance pour des partis qui leur présentent des boucs émissaires facilement désignés. L'ampleur du vote d'extrême droite chez les jeunes est inédite quand, traditionnellement, ceux-ci votent pour les partis progressistes. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, les 18-24 ans ont placé Marine Le Pen devant Emmanuel Macron. Des verrous ont sauté et, si rien n'est fait, cela prépare un avenir sombre à notre démocratie.



[Visualiser l'article](#)

Il existe deux solutions pour régler le problème. Soit les générations plus âgées cessent d'entretenir de faux espoirs pour les plus jeunes et assument un discours adapté à leurs actes : davantage de flexibilité et de concurrence, quel que soit le prix social à payer. Mettre fin à des illusions éviterait bien des désillusions. En clair : « Jeunes, débrouillez-vous... ». C'est la voie du social-libéralisme actuel qui voit dans chaque jeune de milieu populaire un chauffeur de taxi Uber [3] et au final un millionnaire en puissance, pour peu qu'il n'attende pas tout de la société. Soit les générations au pouvoir croient encore au progrès social, à la solidarité et à la lutte contre les inégalités et mettent en place des politiques sociales qui répondent aux besoins concrets des jeunes et, au-delà, de l'ensemble de la population. De la réforme fiscale à celle de l'enseignement, en passant par le logement, la santé, la culture ou les loisirs, les pistes à suivre sont nombreuses [4]. Mais elles nécessitent d'autres valeurs et une autre forme de courage politique que celles qui nous gouvernent actuellement pour affronter le pouvoir des groupes sociaux dominants et réduire les écarts entre milieux sociaux, des jeunes comme des autres.

Photo / © Fotolia

[1] Entretien avec Anne-Marie Métailé, repris in Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, éd. de Minuit, 1984.

[2] « Une jeunesse en panne d'avenir », in Daniel Cohen (dir.), *Une jeunesse difficile*, coll. du Cepremap n°6, éd. de la rue d'Ulm, 2007.

[3] En fait, ce n'est pas très nouveau, c'était déjà la solution préconisée par le Premier ministre Raymond Barre en 1978.

[4] Voir *Que faire contre les inégalités ? 30 experts s'engagent*, Observatoire des inégalités, juin 2016.